



COMMUNE DE RONCHAMP

2, PLACE DE LA MAIRIE

70250 RONCHAMP

☎ : 03 84 20 64 70 - 📠 : 03 84 20 63 99

courriel : mairie.ronchamp@wanadoo.fr

PROCEDURE ADAPTEE

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

"Missions BÂTIMENT et ENERGIE THERMIQUE"

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE
POUR LA CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS-ENERGIE
AVEC RESEAU DE CHALEUR
A RONCHAMP

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

DATE LIMITE POUR LA REMISE DES OFFRES
5 octobre 2016 à 12 heures

Assistance à Maitrise d'Ouvrage
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE
20 avenue des Rives du Lac - 70000 Vaivre-et-Montoille
Téléphone : 03.84.77.00.00 - Télécopie : 03.84.77.00.01
e-mail : contact@sied70.fr



SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET TYPE DE LA PROCEDURE.....	2
1.1 - Objet de la procédure	2
1.2 - Type de procédure	2
1.3 - Allotissement	2
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	2
2.1. - Durée du marché.....	2
2.2. - Délais de validité des offres	2
2.3. - Conditions de participation et forme juridique.....	2
2.4. - Solution de base et variantes.....	2
2.5. - Négociation	2
ARTICLE 3 : PRESENTATION DES OFFRES	2
3.1 - Dossier à fournir par les candidats avec leur offre	2
3.2 - Documents à fournir par les candidats retenus.....	3
3.3 - Date limite de remise des offres	3
3.4 - Conditions d'envoi des offres.....	3
3.5 - Renseignements complémentaires	4
ARTICLE 4 : JUGEMENT DES OFFRES	4
4.1. - Sélection des candidatures	4
4.2. - Jugement des offres	4
ARTICLE 5 : DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL.....	4
5.1 - Droits de propriété et publicité des projets	4
5.2 - Différends	4
5.3 - Unité monétaire.....	4

Article 1 : Objet et type de la procédure

1.1 - Objet de la procédure

La présente procédure doit permettre à la commune de RONCHAMP de désigner le maître d'œuvre qui sera chargé des missions "Bâtiment" et "Energie thermique" définies à l'article 1 du **cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) pour la création d'une chaufferie bois énergie à RONCHAMP.**

Le SIED 70 se chargera de la coordination entre le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre.

Le coût prévisionnel des travaux est fixé à :

- Trente-cinq mille Euros (**35 000 € H.T**) pour la partie « **bâtiment** »,
- Trois cent cinquante neuf mille Euros hors taxe (**359 000 € HT**) pour la partie « **énergie thermique** ».

1.2 - Type de procédure

Cette consultation est passée selon une procédure adaptée avec négociation, publicité et mise en concurrence, ayant pour objet des prestations intellectuelles, passée en application des articles 42 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

1.3 - Allotissement

Le marché est composé de **deux lots** :

- Lot n°1 : Maitrise d'oeuvre « **bâtiment** »,
- Lot n°2 : Maitrise d'oeuvre « **énergie thermique** ».

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1. - Durée du marché

Le marché démarre à compter de la date de notification du marché et se termine à la date d'achèvement de la période de garantie.

2.2. - Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **60 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.3. - Conditions de participation et forme juridique

Les réponses devront être présentées soit :

- **par un prestataire unique avec éventuellement des sous-traitants,**
- **soit par un groupement.**

Un même candidat ne pourra figurer dans plusieurs groupements ni présenter simultanément une offre groupée et une offre individuelle.

2.4. - Solution de base et variantes

Les candidats doivent obligatoirement répondre en toute conformité à la solution de base décrite dans les CCTP. Celle-ci devra par conséquent être chiffrée dans l'acte d'engagement.

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.5. - Négociation

Après réception des offres à la date fixée par le présent règlement de consultation, une négociation pourra intervenir entre les candidats ayant remis une offre, à l'issue de laquelle sera déterminé le candidat retenu.

Toutefois, la personne responsable du marché se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 3 : Présentation des offres

3.1 - Dossier à fournir par les candidats avec leur offre

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

1° Des renseignements permettant d'évaluer ses capacités professionnelles, techniques et financières et des documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour l'engager. Au titre de ces capacités professionnelles, pourront figurer des renseignements sur le savoir-faire des candidats en matière de protection de l'environnement.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat pourra demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché. La liste de ces renseignements et documents est fixée par arrêté du ministre chargé de l'économie ;

2° Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

3° Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, pour justifier :

a) qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales ;

b) qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;

c) qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 324-9, L. 324-10, L. 341-6, L. 125-1 et L. 125-3 du code du travail.

4° Un projet de marché comprenant :

- L'**acte d'engagement** (A.E.) à compléter par les représentants qualifiés des candidats ayant vocation à être titulaire du marché.
- Le **cahier des clauses administratives particulières** (C.C.A.P.) à accepter sans aucune modification, à **dater et à signer**.
- Le **cahier des clauses techniques particulières** (C.C.T.P.) à accepter sans aucune modification, à **dater et à signer**.
- Le **programme** de travaux et ses annexes à accepter sans aucune modification, à **dater et à signer**.

3.2 - Documents à fournir par les candidats retenus

A la demande du pouvoir adjudicateur, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché devra produire les documents indiqués ci-dessous :

a) les pièces mentionnées à l'article R. 324-4 du code du travail ;

b) les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des administrations et organismes compétents ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales pouvant donner lieu à délivrance du certificat.

Afin de satisfaire aux obligations fixées par le b) ci-dessus, le candidat établi dans un Etat autre que la France devra produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai d'une semaine les certificats et attestations définis ci-dessus au présent article.

3.3 - Date limite de remise des offres

La date et l'heure limites de réception des offres sont indiquées sur la page de garde du présent document.

Les offres devront parvenir à destination avant ces dates et heures limites.

L'expéditeur devra tenir compte des délais postaux, le SIED 70 ne pouvant être tenu pour responsable des problèmes d'acheminement du courrier.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Il est précisé que le DCE sera délivré à chaque participant, à sa demande, sous forme informatique et au format papier pour les candidats qui en feront expressément la demande et peut être téléchargé sur les sites :

<http://www.ronchamp.fr/>

<http://www.sied70.fr/>

3.4 - Conditions d'envoi des offres

Les documents justificatifs à fournir, définis au présent règlement de consultation, seront transmis sous pli portant les mentions :

NE PAS OUVRIR AVANT LA DATE FIXEE
Offre pour :
Marché de maîtrise d'œuvre - chaufferie bois énergie de RONCHAMP
Missions « bâtiment » et « énergie thermique »

Ce pli devra être remis ou, envoyé par la poste, à l'adresse suivante :

Mairie de RONCHAMP
2, place de la Mairie
70250 RONCHAMP
☎ : 03 84 20 64 70 - 📠 : 03 84 20 63 99

3.5 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats pourront s'adresser au SIED 70:

Céline CHAPELLE- SIED 70
20, avenue des Rives du Lac - 70000 Vaivre-et-Montoille
☎ : 03.84.77.00.04 - 📠 : 03.84.77.00.01
Courriel : c.chapelle@sied70.fr

Article 4 : Jugement des offres

4.1. - Sélection des candidatures

Les offres inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

4.2. - Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères et pondérations définis ci-après :

Chaque critère ci-dessous se verra affecté d'une note de 1 à 5, pondérée de la manière suivante :

Critères		Pondération
1	Prix de la prestation	50%
2	Note méthodologique	20%
3	Valeur technique, compétence et moyens du candidat	20%
4	Références sur des opérations équivalentes	10%

Article 5 : Dispositions d'ordre général

5.1 - Droits de propriété et publicité des projets

Il est fait application de l'option A de l'article 25 du C.C.A.G.P.I.

5.2 - Différends

En cas de litige, seul le **Tribunal Administratif de Besançon** est compétent en la matière.

30, rue Charles Nodier - 25044 Besançon Cedex 3
☎ : 03 81 82 60 00- 📠 : 03 81 82 60 01
Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr

5.3 - Unité monétaire

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Fait à RONCHAMP,

Le **12 SEP. 2016**

**Le Maire
Jean-Claude MILLE**

